



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

JX
1902
L73

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ GRATRY

POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ENTRE LES NATIONS

Il est plus glorieux de tuer la guerre par
la parole que de tuer les hommes par le glaiv.

(S. AUGUSTIN)

La justice élève les nations.

(PROV. XIV. 34)

SOMMAIRE

Les Catholiques et la Paix.....	A. CHÉNON
Le XV ^e Congrès universel de la Paix (Milan. 1906) ..	A. VANDERPOL
Coup d'œil sur le mouvement pacifiste.....	ABBÉ PICHOT
Les charges de la Paix armée.	A. VANDERPOL
Chronique de la Paix	X
Bibliographie	X

Le Bulletin est adressé gratuitement à tous les membres de la Société.

IMPRIMERIE

DE L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE SACUNY

BBIGNAIS

1907

Appel aux Catholiques

On n'a pas oublié qu'au mois d'octobre 1906, le XV^e Congrès de la Paix, réuni à Milan, ayant, sur la proposition de quelques congressistes catholiques, envoyé une adresse au Pape Pie X, celui-ci a déclaré accueillir « avec une vive reconnaissance un tel hommage, parce que, « adressé non pas tant à sa personne qu'à l'autorité suprême dont Elle « est revêtue, il tendait à attester le haut ministère de paix que Dieu a « confié au chef de l'Église catholique. »

« L'histoire — ajoute Monseigneur Merry del Val, répondant au nom « du Souverain Pontife, — montre que les papes ont toujours rempli « avec sollicitude un semblable ministère ; et le Souverain Pontife actuel « a été heureux de ce que, dès le début de son pontificat, il lui a été « donné une occasion de l'exercer, en accueillant la demande de faire « présider, par l'un de ses représentants, le conseil arbitral auquel trois « Républiques américaines, dans l'intention bien arrêtée d'éviter la « guerre, voulurent soumettre leurs contestations réciproques. Il est « donc facile de comprendre avec quel intérêt le Saint-Père suit les « efforts des Sociétés de la paix, et quel vif désir il éprouve de les voir « couronnés d'un heureux succès. L'assurance de cet intérêt et de ce « désir peut encourager le très noble zèle dont vous êtes animé, ainsi « que vos collègues : en conséquence, je suis fort heureux de vous la « donner nette et formelle. L'Auguste Pontife y joint le vœu que cette « importante idée formulée par vous, à savoir qu'il convient de préve- « nir et d'empêcher la déclaration de la guerre, plutôt que de se bor- « ner à en diminuer les horreurs, quand il n'est plus possible de l'évi- « ter, soit appréciée comme elle le mérite. »

A la suite de cette adhésion si catégorique donnée à la cause de la paix par le Souverain Pontife, quelques catholiques ont pensé qu'elle pouvait être le point de départ d'un mouvement d'idées analogue à celui qu'a suscité l'encyclique *Rerum novarum*, c'est-à-dire tendant à continuer la tradition pacifique, issue de l'Évangile, et précisée par les grands théologiens du moyen âge. Il y a quelques années déjà, une Société, se couvrant du patronage du P. GRATRY, qui fut l'un des apôtres de la paix au XIX^e siècle, s'était fondée pour attester la vitalité de la tradition catholique. Il a paru que son action devait être renforcée ; et c'est dans ce but qu'un nouveau groupe de catholiques a résolu d'y adhérer, d'en remanier les statuts pour les adapter aux circonstances actuelles, et d'adresser à leurs frères le présent appel.

I. — La SOCIÉTÉ GRATRY, considérant que la guerre est un mal dont l'humanité a le droit et le devoir de chercher à s'affranchir, et que les catholiques sont plus particulièrement tenus d'y travailler ; car, comme le dit encore Pie X, « s'efforcer d'éviter au monde les horreurs de la guerre, ce n'est que se conformer aux préceptes de l'Évangile » ; considérant que les principes de la morale chrétienne s'appliquent aussi bien aux rapports entre les peuples qu'aux rapports entre les individus, qu'il importe par suite d'amener les gouvernements à instituer entre

Bulletin d'Adhésion

*Je, soussigné, déclare adhérer à la SOCIÉTÉ GRATRY pour le maintien de la
paix entre les nations, en qualité de :*

(¹) Membre titulaire,

(²) Membre adhérent.

et m'engage à verser une cotisation annuelle de (³)

SIGNATURE :

Nom (très lisible) et adresse :

Envoyer le présent bulletin et les cotisations à M. VANDERPOL, ingénieur, 40, rue Franklin, à LYON.

1. Rayer les mots inutiles. - 2. Inscrire le chiffre.

Journal of the

1900

of the

of the

of the

of the

of the

Bulletin of the



LES CATHOLIQUES ET LA PAIX

I

Dans le *Sermon sur la Montagne*, Jésus-Christ prononça un jour cette magnifique parole : « Bienheureux les pacifiques, parce qu'ils seront appelés *Enfants de Dieu* » (Saint Mathieu, V, 9) ; et, pour qu'on ne se méprit pas sur le sens de la Loi nouvelle qu'il venait de promulguer, Il ajouta : « Vous avez entendu qu'il a été dit : Tu aimeras ton prochain, et tu haïras ton ennemi. Et moi, je vous dis : Aimez vos ennemis ; faites du bien à ceux qui vous haïssent, et priez pour ceux qui vous persécutent et vous calomnient » (*Ibid.*, V, 43-44). Jésus, comme le dit Bossuet, ramenait ainsi l'humanité à ses origines : « Il voyait avec combien de fureur les hommes s'arment contre leurs semblables ; que des haines furieuses et des aversions implacables divisent les peuples et les nations ; que, parce que nous sommes séparés par quelques montagnes, nous semblons avoir oublié que nous avons une même nature » (1). Le désir de la paix, poussé jusqu'à l'amour des ennemis, est donc par essence un sentiment chrétien ; et de fait, l'Église qui l'a reçu dans le divin héritage qu'elle tient de Jésus-Christ, n'a cessé (comme nous le montrerons, s'il plaît à Dieu, quelque jour) de le proclamer à travers les siècles. Chaque matin, dans sa prière, le catholique invoque « Jésus, Dieu de paix ». La voix de Léon XIII, plus récemment encore celle de Pie X, ont éloquemment rappelé sur ce point la tradition chrétienne et le devoir chrétien.

Cependant nous assistons aujourd'hui à un spectacle assez singulier. Sans aucun doute, la très grande majorité des ca-

1) BOSSUET, *Sermon pour le V^e dim. après la Pentecôte*.

tholiques ne méconnaît en cette importante matière ni la tradition, ni le devoir. Mais il semble que parmi ceux d'entre eux qui parlent ou agissent, qui aux yeux de la foule passent, souvent à tort, pour les représentants autorisés de la doctrine de l'Église, il se dessine un courant inverse, vraiment antichrétien. Ce courant semble avoir pris naissance dans les écrits de Joseph de Maistre, dont les exagérations ont exercé, il faut l'avouer, une fâcheuse influence sur la portion instruite des catholiques et par contrecoup sur le reste.

Mais là n'est pas la seule cause.

Il est arrivé en effet que par réaction contre les théories de Joseph de Maistre, considéré par eux comme le grand pontife de l'« ultramontanisme », les anticléricaux se sont emparés de la doctrine contraire, c'est-à-dire se sont, sans le savoir peut-être, rapprochés de la doctrine du Christ. Mais en s'en emparant ils l'ont marquée à leur empreinte, c'est-à-dire l'ont *dénaturée*, comme ils ont dénaturé sous la Révolution les idées si éminemment évangéliques de liberté, d'égalité, de fraternité. Ils ont créé pour leur usage un mot barbare et nouveau : de l'amour de la paix, ils ont fait le *pacifisme*. Entre leurs mains, le *pacifisme* est devenu une théorie nouvelle, sans base, sans point d'appui, avec d'étranges déviations. Parmi les « pacifistes » et non des moindres, combien ont versé dans ce qu'ils appellent *l'antimilitarisme* et *l'antipatriotisme*, combien exploitent aujourd'hui ces sentiments, vagues et imprécis comme tout ce qui est négatif, dans des buts politiques, ou, selon l'expression de l'un d'eux, pour arriver au « chambardement » social. Il n'en fallait pas tant pour écarter encore les catholiques d'une doctrine qui se présentait à eux avec un si singulier cortège et paraissait avoir de semblables conséquences.

Un peu de réflexion suffit cependant pour faire comprendre que ces conséquences ne sont pas celles de la tradition évangélique, mais uniquement celles de sa déviation, et qu'il importe beaucoup, à l'heure actuelle, de ressaisir cette tradition, non-seulement pour rendre à Dieu ce qui est à Lui et pour ne pas laisser entre les mains d'hommes antireligieux une por-

tion du patrimoine légué par Jésus-Christ, mais encore pour combattre leurs excès et leurs erreurs, pour éclairer les foules sur la portée de la doctrine, pour dire où commence et où finit en cette matière la vérité. C'est ce que nous voudrions faire en quelques mots.

II

Il est incontestable d'abord que la guerre est un mal, et cela à deux points de vue.

1^o Au point de vue matériel, elle entraîne une quantité de désordres, souvent irréparables, qui retardent d'autant l'humanité dans sa marche vers le progrès. C'est une idée sur laquelle les pacifistes insistent, certains même exclusivement. Nous ne croyons pas pourtant qu'ils aient dépassé le tableau que trace Bossuet de cette « chose horrible » : « La guerre, dit-il (1), est une chose si horrible que je m'étonne comment le seul nom n'en donne pas l'horreur : en quoi je ne puis souffrir l'extrême brutalité des anciens, qui avaient fait une divinité pour la guerre, au lieu qu'un esprit qui ne s'occupe que des armes est, non un dieu, mais une furie. S'il venait un homme, ou du ciel ou de quelque terre inconnue et inaccessible où la malice des hommes n'eût pas encore pénétré, à qui on fit voir tout l'appareil d'une bataille ou d'une guerre, sans lui dire à quoi tant de machines épouvantables, tant d'hommes armés seraient destinés, il ne pourrait croire autre chose, sinon que l'on se prépare contre quelque bête farouche ou quelque monstre étrange ennemi du genre humain, etc.... » *Sur ce point*, on ne peut qu'approuver tout ce que diront les « antimilitaristes ».

2^o Nous allons plus loin : la guerre est surtout horrible parce qu'elle est un mal *moral*. Elle est fatalement injuste de l'un des deux côtés, quelquefois des deux. Les guerres de conquêtes ne sont qu'un vol agrandi, avec le meurtre pour moyen. Les guerres entreprises pour obliger par la violence un peuple plus faible à céder quelque élément de sa souve-

(1) BOSSUET, *Pensées morales et chrétiennes*.

raineté ou à consentir quelque atteinte à ses intérêts économiques, constituent un lâche abus de la force. Or, l'injustice n'est pas plus permise entre les nations qu'entre les particuliers. Le droit des gens n'est pas au-dessous du droit des individus. La morale n'est pas une question de frontière, et il n'y a rien de si immoral que de préconiser ou de pratiquer deux morales : une morale *publique* et une morale *privée*. De toute action mauvaise, l'homme devra rendre compte à Dieu.

L'amour de la paix, le désir de la maintenir entre les peuples, pour ces deux motifs, et principalement pour le second, doivent donc forcément comme l'a très bien dit M. Anatole Leroy-Beaulieu, « entrer dans l'idéal d'avenir de tout chrétien conscient de l'esprit de l'Évangile et désireux de travailler à l'établissement du règne de Dieu parmi les hommes » (1). Est-ce à dire pour cela qu'il faille cesser d'être patriote, et substituer à l'amour du pays où Dieu nous a fait naître le seul amour de l'humanité ? En aucune façon, et *sur ce point*, les anti-patriotes tombent dans l'un de ces excès avec lesquels on compromet les meilleures causes. En sens inverse, ceux des « nationalistes » qui ne veulent rien voir en dehors de leur propre patrie rétrogradent jusqu'à ces temps lointains de la *Cité antique*, où l'étranger, ne participant pas au même culte que le citoyen, n'avait aucun droit ; c'est un autre excès, de nature à compromettre de même la cause qu'il prétend servir. Entre ces deux excès, l'Église suit une *via media*, qui est la bonne voie, et professe une doctrine synthétique, qui est la vraie doctrine. Chateaubriand l'a reproduite en ces termes : « La religion chrétienne est venue rendre à l'amour de la patrie sa véritable mesure. Ce sentiment a produit des crimes chez les anciens, parce qu'il était poussé à l'excès. Le christianisme en a fait un amour *principal*, mais non pas un amour *exclusif* : avant tout, il nous ordonne d'être justes ; il veut que nous chérissions la famille d'Adam, puisqu'elle est la nôtre, quoique nos concitoyens aient le premier droit à notre attachement. Cette morale était inconnue avant la mission du Législateur des chrétiens (2). » Donc amour *principal*, pous-

(1) *Éveil démocratique*, n° du 16 juin 1907.

(2) CHATEAUBRIAND, *Génie du Christianisme*, II, 5, in fine.

sant le patriote à se réjouir de tout ce qui peut contribuer légitimement à la grandeur de sa patrie ; triomphes scientifiques, littéraires, industriels, ou victoires sur ses agresseurs, de quelques points de l'horizon qu'ils viennent ; mais non amour *exclusif*, par suite amour *limité* : par quoi ? par le principe de justice. Ainsi, sans se combattre, ni se contredire, peuvent et doivent coexister dans un cœur chrétien l'amour de la patrie et l'amour de l'humanité.

De même, le chrétien, imbu de l'esprit de l'Évangile, ne sera, pour employer le jargon moderne, ni *militariste*, ni *anti-militariste*, c'est-à-dire (pour autant que ces mots barbares peuvent être compris) qu'il ne rêvera pas de guerres injustes uniquement pour essayer la portée de canons nouveaux, ou pour augmenter la puissance matérielle de son pays au détriment de son autorité morale ; et que d'autre part, il ne portera pas sur l'armée nationale une main sacrilège. Il comprendra qu'elle est la condition nécessaire de la paix ; car cette paix, il ne suffit pas de la désirer ou de la proclamer pour l'établir. C'est un idéal auquel tous doivent travailler ; mais ce serait tomber dans l'utopie que s'imaginer que cet idéal sera atteint en quelques mois ou quelques années. Il est des époques troublées où le vieil adage *Si vis pacem, para bellum* est encore vrai : il serait puéril de se dissimuler que nous sommes à une de ces époques-là. A la Conférence de la Haye, qui siège en ce moment et où l'on fera certainement œuvre utile, on se préoccupe uniquement d'améliorer les conditions de la guerre ; on n'ose pas parler de la limitation de ces armements, de plus en plus considérables, qui, depuis la guerre trois fois néfaste de 1870, ont transformé l'Europe en un véritable camp retranché.

Si donc l'armée est nécessaire, il ne faut pas l'affaiblir. C'est une propagande criminelle que celle qui va prêchant aux soldats la désertion et l'indiscipline. Au lieu de regarder le service militaire comme une corvée et l'obéissance aux officiers comme une humiliation, le chrétien sait qu'il accomplit un devoir en se rendant plus apte à défendre sa patrie au jour du danger, et qu'il accomplit encore un devoir en obéissant à tous ceux que le Chef de l'État désigne pour lui

commander. Dans l'officier comme dans le fonctionnaire, il ne voit pas l'homme mais l'autorité ; et il sait que toute autorité vient de Dieu (St Paul). Il n'y a que la conscience de cette vérité qui puisse conserver la discipline dans l'armée et l'ordre dans la nation, en justifiant l'obéissance à des hommes qui peuvent être et sont parfois parfaitement méprisables (1). Ainsi l'armée sera vraiment animée de cet esprit de devoir et de sacrifice, qui la rendra toujours prête à mettre la force au service de la justice.

III

Dès lors, comment concilier ces nécessités de fait avec le maintien de la paix que tout catholique doit désirer et poursuivre ? Ce maintien évidemment ne sera pas toujours possible, parce qu'il faut compter avec les passions des hommes, avec les ambitions des chefs d'État, avec le degré plus ou moins raffiné de civilisation des peuples ; mais il est très souvent possible, et cela par les moyens mêmes qui ont fait disparaître des nations civilisées l'ancienne vengeance privée, pour y substituer une réglementation juridique et une sanction imposée par une autorité supérieure.

Ce qu'il faut établir tout d'abord, ou plus exactement accroître de façon à les rendre plus étroites, ce sont les relations juridiques entre les nations. Depuis un demi-siècle, il est vrai, grâce au développement des moyens de communication et du commerce international, ces relations sont devenues plus fréquentes ; aujourd'hui, il y a un véritable enchevêtrement d'intérêts, qui est un des principaux facteurs de la paix. Mais à lui seul il ne suffit pas. Il amène la conclusion de conventions, de plus en plus nombreuses ; mais de même qu'il existe des codes réglementant les conventions entre particuliers, il serait désirable qu'il y eût un code réglementant les con-

(1) Cela ne veut pas dire que l'obéissance puisse être sans limites : nous estimons qu'elle s'arrête là où elle atteindrait le domaine intangible de la conscience. Mais nous ne voulons pas insister sur cette question, qui est étrangère à l'objet du présent article.

ventions entre les peuples. Ce code ne se fera pas en un jour ; mais des conférences comme celle de la Haye peuvent servir à le préparer et, de ce chef, l'initiative prise par le tzar Nicolas II pourra être féconde. — Il sera sans doute plus difficile d'établir la sanction. Pour les particuliers, il existe une autorité supérieure pouvant trancher leurs différends et imposer sa décision. Entre nations, on pourra bien instituer des tribunaux d'arbitrage, voire même un tribunal unique et permanent, pour trancher les litiges internationaux, et l'on peut espérer qu'avec le temps, les nations tiendront le plus souvent à honneur de se conformer à ses décisions. Mais il est à craindre qu'elles n'y tiennent pas toujours, que certaines se montrent récalcitrantes, et ici apparaît le point faible du droit des gens : la quasi-impossibilité de trouver une sanction efficace de la décision prise ; il faudrait pour cela une autorité supérieure pouvant l'imposer.

Au moyen-âge, dans cet ensemble de nations que l'on appelait la *Chrétienté*, il fut un moment où cette autorité supérieure s'est rencontrée : c'était celle du Souverain Pontife. A cette époque, le rêve des pacifistes pouvait sembler réalisé. Le Pape, au nom de son pouvoir spirituel et sous la sanction des peines canoniques, arrivait à imposer la paix à deux adversaires, qui reconnaissaient l'un et l'autre son autorité. On sait trop que depuis la grande « cassure » faite au XVI^e siècle dans la *Chrétienté* par la Réforme, succédant à la Renaissance du paganisme, il y a eu sur ce point un *recul*. De nos jours, les détenteurs de l'autorité ne paraissent pas disposés à revenir au seul système qui présente quelque chance de succès : la plus grande autorité morale du monde s'imposant aux autorités matérielles. L'exclusion du Pape à la première conférence de la Haye, sa non-invitation à la seconde, sont à cet égard de tristes symptômes. Et pourtant, là est au fond la solution du problème, celle qui prévaudra le jour où il n'y aura plus « qu'un troupeau et qu'un pasteur ». C'est à nous, disciples de Jésus-Christ, de hâter ce jour, dans la mesure de nos forces, et de mériter ainsi d'être « appelés enfants de Dieu ».

En attendant, sans partager leurs erreurs, ni tomber dans leurs exagérations, nous ne pouvons que voir avec sympathie le mouvement vers la paix que les « pacifistes » s'efforcent de développer. Nous pouvons redire d'eux ce que Lacordaire, en 1844, disait en parlant de la fraternité : « La fraternité a dans le monde des amis chauds et généreux, qui exagèrent même ses droits, se trompent sur les moyens de l'établir, mais qui la proclament comme la fin dernière de toute l'histoire et de toute l'humanité.... Il sera beau de voir le monde poursuivant la même pensée que nous, *impuissant à la réaliser malgré ses efforts* ; et la doctrine catholique atteignant chaque jour son but fraternel par le simple épanchement de sa parole et de son ordinaire efficacité (1). » C'est à atteindre ce but rêvé par les « pacifistes » que nous devons collaborer, avec une vue plus claire des contingences et avec des moyens mieux appropriés, persuadés comme nous le sommes, que les énergies sociales que le christianisme renferme en lui peuvent seules conduire les peuples à établir entre eux une véritable fraternité.

Émile CHÉNON

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

Ancien élève de l'École Polytechnique.

(1) LACORDAIRE, *Conférences de Notre-Dame*, année 1844.



Le XV^e Congrès universel de la Paix Milan 1906

Le XV^e Congrès universel de la Paix qui s'est tenu à Milan le 15 septembre 1906 réunissait environ 300 congressistes appartenant à quinze nationalités différentes ; parmi eux un assez

grand nombre de français, très entourés et très écoutés : à leur tête le doyen et Président d'honneur du Congrès, Frédéric Passy.

C'est par un magistral discours de ce dernier que s'ouvrit le Congrès : le sujet qu'il traita, ce fut la *Crise du Pacifisme*, c'est-à-dire le danger que présentent pour la propagande et le succès des idées pacifistes, les théories et les manifestations hervéistes ou anti-patriotiques.

Il exposa d'abord que si les pacifistes répudient un militarisme « arrogant, provocant, professant avant tout l'admiration de la force et le mépris du droit, et qui n'est autre que la survivance de l'ancien culte de la force brutale, » ils respectent et glorifient « le service militaire digne de ce nom de service, qui n'est autre chose que la tutélaire sauvegarde de la liberté intérieure et de l'indépendance extérieure, la force gardienne de l'ordre et du droit, organisée en face de la force irrégulière et de la violence injuste. »

Puis il montra comment il convient de concilier l'amour de la patrie avec l'amour de l'humanité.

Il y a, dit-il, des gens qui se croient ou se disent patriotes parce qu'à tout propos ils parlent de leur amour pour leur patrie et que, non seulement ils en exaltent les qualités et les mérites, mais ils déprécient et rabaissent les autres...; ils considèrent que leurs intérêts et leurs droits sont, toujours et par une nécessité de nature, en opposition avec ceux des autres et que dès lors, ils doivent pour être bons patriotes, donner toujours tort aux autres, et pour bien aimer leur patrie, détester les nations étrangères.

Il y a, par contre, de prétendus amis du genre humain qui par révolte contre l'étroitesse de cet égoïsme national, vont jusqu'à renier l'idée de patrie et se font gloire de ne conserver pour le sol qui les a vus naître, pour les compatriotes qui ont partagé leurs affections ou leurs épreuves, pour les grandes et touchantes figures qui ont illustré ou charmé leurs contemporains et leurs prédécesseurs aucun sentiment particulier de gratitude et d'admiration...»

Et il ajoutait, aux applaudissements unanimes de toutes les Sociétés de la Paix représentées au Congrès :

Nous n'acceptons, nous autres pacifistes, ni ce particularisme jaloux et ombrageux, ni cet universalisme indifférent et ce fatalisme aveugle. Nous professons qu'il y a des degrés dans les affections et les devoirs et qu'il n'est pas nécessaire pour remplir les uns de sacrifier les autres. Nous maintenons qu'il faut aimer sa patrie et l'aimer avant tout, comme il faut aimer d'abord et par-dessus tout ses parents, ses frères, ses compagnons de travail et de lutte : mais nous soutenons en même temps qu'il faut, sans renoncer à ce sentiment de préférence, être juste envers les

autres patries, comme notre amour pour nos proches ne nous dispense pas d'être honnêtes et bienveillants envers nos voisins et nos concitoyens. Nous affirmons même que nous devons, dans l'intérêt de notre patrie, souhaiter la prospérité des autres patries. Aucune fraction de l'humanité, en effet, ne vit par elle seule et ne peut, quand elle le voudrait, demeurer indifférente au bien et au mal des autres. »

La fin de son discours mérite d'être reproduite en entier.

Ça n'est pas pour les individus seulement, mais pour les groupes, et jusqu'aux plus grands parmi ces groupes, qu'a été édicté le précepte : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'il vous fût fait, et aimez-vous les uns les autres. » Aimez-vous les uns les autres, non par bonté seulement ou par justice, mais par intérêt, parce qu'aimer les autres, c'est s'aimer soi-même ; et nuire aux autres, c'est se nuire à soi-même, en contrariant le progrès dont on doit avoir sa part, ou en appelant sur une partie plus ou moins considérable de l'humanité des calamités dont on subit le contre-coup. Aimons-nous les uns les autres. Mais aimons d'abord, et aimons davantage ceux qui sont davantage nos prochains, auxquels nous attache une communauté plus manifeste et plus étendue d'intérêts et de devoirs. Et comme le plus grand des maux que nous puissions souffrir, c'est l'injustice, l'oppression, la perte de notre dignité et de notre indépendance, sachons, tout en n'épargnant rien pour éviter d'y avoir recours, être prêts à faire, pour sauvegarder ces biens, les sacrifices que la faute ou le crime des autres pourrait nous obliger à faire. Amour de la patrie, mais amour intelligent et honnête : amour de l'humanité, mais amour sans illusion et sans faiblesse, amours s'éclairant l'un par l'autre, et conduisant peu à peu, par une plus claire compréhension de nos droits et de nos devoirs et par une plus ferme volonté d'en assurer l'accomplissement et le respect, à un état général d'opinion et de conduite, qui réduira de plus en plus le recours à la force même pour la défense du droit. Tel est l'idéal de la propagande pacifiste digne de ce nom. Et c'est pourquoi, en vertu de cet idéal, nous répudions à la fois et le militarisme aveugle et brutal et l'antimilitarisme injuste et grossier ; et le patriotisme agressif et spoliateur, et l'antipatriotisme non moins absurde que coupable.

Le lendemain l'*Osservatore cattolico* publiait au sujet de ce discours un article dont nous extrayons les passages suivants :

Comme citoyens, nous avons, pour adhérer aux idées et à la propagande des apôtres de la Paix, les mêmes raisons que ceux qui ne partagent pas nos convictions religieuses : comme croyants, nous retrouvons dans le fort courant pacifique qui traverse le monde, comme un écho des cris d'amour de Jésus, du divin maître qui, dans le sublime *Discours sur la montagne*, en une heure de nationalisme aigu dans sa patrie, annonçait au peuple l'avènement de la fraternité humaine, basée sur la fraternité divine.

Hier, en entendant les graves paroles prononcées par ce valeureux octogénaire, F. Passy, lorsqu'il montrait comment il convient d'unir l'amour de sa patrie à l'amour de l'humanité, je me demandais si, après vingt siècles d'histoire, la douce influence de Jésus ne s'exerçait pas, consciemment ou non sur le maître qui parlait : car si Jésus a eu des larmes d'élite pour Jérusalem sa patrie, il nous a donné la vision très nette d'un amour de l'humanité qui ne connaît pas de frontières et d'une véritable fraternité humaine découlant de l'amour d'un même Père céleste.

Maintenant il est possible que la plus grande partie des pacifistes, du moins les plus connus d'entre eux, fassent la guerre au Chistianisme, mais s'ils viennent à réveiller en nous de lointains échos de nos enseignements, nous ne nous tiendrons pas à l'écart sous le prétexte qu'ils ne partagent pas notre foi, nous unirons au contraire notre voix à la leur.

Nous avons rencontré parmi les congressistes des catholiques ardents, convaincus, venus de France, d'Autriche, d'Angleterre, et qui sont avec nous en parfaite communauté d'idées. D'ailleurs, faut-il s'inquiéter, si pour arriver au but, tous n'empruntent pas le même chemin ? Nous, nous croyons rencontrer dans le mouvement pacifiste qui se manifeste actuellement dans le monde la trace de l'esprit du Christ.

Sur la proposition d'un congressiste français, un groupe de catholiques, appartenant à diverses nationalités et parmi lesquels se trouvaient trois vice-présidents du Congrès, décida d'envoyer au Saint Père la dépêche suivante.

Les catholiques de divers pays, réunis à Milan pour le Congrès international de la paix, convaincus qu'en s'efforçant d'éviter autant que possible au monde les horreurs de la guerre, ils ne font que se conformer à l'esprit et aux préceptes de l'Evangile, déposent leurs hommages aux pieds de Sa Sainteté et sollicitent sa bénédiction, comme une marque de sympathie et d'approbation pour leurs efforts et ceux de leurs collègues. (1)

Le jour même le Saint Père leur répondait par dépêche qu'il les remerciait, et qu'il était comme eux *« très convaincu que tous les efforts faits dans le but d'éviter les horreurs de la guerre, étaient absolument conformes à l'esprit et aux préceptes de l'Evangile. »*

(1) Les signataires de cette dépêche étaient :

Mme la Baronne de Suttner, lauréat du prix Nobel de la Paix en 1905 — M. Hans Goldschmid (Autriche)

Mlle Lund (Norvège)

M. Hermann Muller (Allemagne)

M. l'abbé Parizot — M. A. Vanderpol (France)

M. F. Kémény, membre du bureau international de la Paix de Berne (Hongrie)

M. S. Cavazzoni — M. G. Clerici (Italie)

M. l'abbé Pichot, Président de l'Institut international de la Paix (Monaco)

En même temps le cardinal Ferrari, archevêque de Milan écrivait au Congrès :

Rien n'est plus conforme à l'esprit évangélique que de faire et de renouveler sans cesse des efforts pour éviter les guerres et procurer aux peuples et aux nations cette véritable paix qui fut à plusieurs reprises annoncée au monde par le Prince de la Paix. Je m'empresse donc d'applaudir à la noble et sainte entreprise du Congrès de la Paix, heureux de vous faire connaître la haute approbation de Sa Sainteté Pie X qui souhaite le plus grand succès à une si sainte initiative.

M. l'abbé Pichot président de l'Institut International de la Paix, après avoir donné au Congrès communication de cette lettre et de la dépêche du Saint-Père proposa d'envoyer à Pie X une adresse pour lui demander son concours et son appui dans la campagne entreprise par les pacifistes.

Cette proposition fut votée à l'unanimité, après une discussion à laquelle prirent part M. Novikow, le sociologue russe bien connu, qui déclara l'appuyer énergiquement bien qu'incroyant car, fit-il remarquer, l'Eglise catholique peut faire pour la Paix plus que tous les pacifistes du monde, et M. F. Passy qui rappela que semblable démarche avait été faite, il y a dix ans, auprès de S. S. Léon XIII.

Afin de ne froisser aucune susceptibilité, il fut décidé qu'une adresse analogue serait envoyée aux chefs ou aux personnages les plus importants des autres religions et de la Franc-Maçonnerie.

Peu importe, disait à ce sujet l'*Osservatore cattolico* : ce qui est essentiel, c'est que si l'on veut arriver à la paix, même en partant d'idées différentes des nôtres, comme c'est le cas pour les nombreux libres-penseurs qui font partie du Congrès actuel, on apprécie à sa juste valeur la force morale de la Papauté et que l'on ne prononce pas d'ostracisme au grand détriment de la cause de la Paix elle-même ».

A la suite de cette décision du Congrès, l'adresse suivante fut envoyée au Saint-Père, le 24 octobre dernier.

Très Saint-Père,

Les délégués des diverses sociétés de la Paix au XV^e Congrès universel qui a eu lieu le mois passé à Milan, ont accueilli avec une profonde reconnaissance la bonne parole d'encouragement et d'approbation de leur œuvre que Votre Sainteté a bien voulu leur adresser par l'intermédiaire de S. E. le Cardinal Ferrari, archevêque de Milan : et, à l'unanimité — hommes de toutes les religions, de toutes les nations et de tous les partis politiques — ils m'ont chargé de vous exprimer leurs remerciements, auxquels je vous demande la permission de joindre les miens, et l'espérance que vous voudrez bien donner à la Cause

de la Paix entre les nations à laquelle ils se sont consacrés le formel et puissant concours de votre Sainteté.

Déjà Votre vénéré prédécesseur Léon XIII avait répondu à un appel analogue du VII^e Congrès de la Paix (Budapesth, 1896) en déclarant hautement, par l'intermédiaire de S. E. le Cardinal Rampolla, sa sympathie pour notre cause et en promettant de l'entourer de toutes ses sollicitudes.

Depuis lors le mouvement mondial pour l'organisation juridique de la Paix, s'est développé d'une façon merveilleuse faisant chaque jour de nouvelles adhésions dans les cours et dans les chaumières, dans le temple et dans l'athénée, dans l'usine et jusque dans la caserne. Cependant le but auquel nous visons est encore éloigné et les deux guerres de l'Afrique du sud et de l'Extrême-Orient qui ont saisi d'horreur le monde civilisé tout entier, prouvent que le danger de voir se renouveler de peuple à peuple le crime de Caïn n'est pas encore entièrement écarté. Ces deux guerres ont prouvé que les appels au respect de la vie humaine et de la propriété, au respect des lois divines et humaines sont presque sans utilité dès que les armées ont été déchainées l'une contre l'autre et qu'il est plus facile de prévenir la déclaration de la guerre que de la faire cesser dès qu'elle a éclaté. De là pour tous, pendant les périodes de paix comme celle que nous traversons, le devoir de rendre impossible le retour de ces choses abominables en consolidant la paix par une propagande tenace auprès de tous les citoyens et spécialement auprès de ceux qui ont une influence plus grande sur les relations de peuple à peuple.

Chef Vénéré de l'Eglise catholique, Vous, Très Saint-Père, vous occupez une place si élevée que vous pouvez mieux que tout autre aider la Cause de l'humanité, laquelle ne se dépouille qu'à grand peine de son antique barbarie pour répandre dans les âmes et dans les mœurs le sublime enseignement de Celui qui a proclamé la fraternité de tous les hommes, qui a proscrit toutes les formes de violences, qui a promis le Ciel aux pacifiques, et que pour cela la chrétienté tout entière, salue et invoque comme Prince de la Paix.

Une parole tombée de la bouche de Celui que des millions de fidèles de tous les pays vénèrent comme le Vicaire du Christ sur la terre, peut diminuer de plusieurs siècles le douloureux et antique purgatoire que la violence des guerres impose aux malheureux descendants d'Adam. Dites-la cette parole, Très Saint-Père, et devant vous, s'inclineront, avec reconnaissance et respect, sur toute la surface de la terre, les légions de plus en plus nombreuses des hommes de bien auxquels il tarde de voir s'accomplir la promesse évangélique : Paix sur la terre ; et ce sera d'un nouveau et plus bel éclat que brillera la civilisation chrétienne.

J'ai l'honneur d'être, Très Saint-Père, votre très dévoué.

E. MONETA,
*Président du XV^e Congrès universel
de la Paix*

Voici la réponse qui fut faite à cette adresse par S. E. le Cardinal Merry del Val au nom du Saint-Père.

Très honoré Monsieur,

Au respectueux hommage qui lui avait été adressé par quelques membres du *XV^e Congrès universel de la Paix*, le Saint-Père a répondu, par l'intermédiaire de S. E. le Cardinal Archevêque de Milan, par des paroles de sympathie, et ces sincères expressions d'un sentiment bien juste ont provoqué la noble adresse que vous avez récemment fait parvenir à sa Sainteté, au nom de l'importante assemblée que vous présidiez à Milan, au mois de septembre dernier. Un tel hommage a été accueilli par Sa Sainteté avec une vive reconnaissance, parce qu'elle a considéré qu'il était adressé non pas tant à Sa Personne qu'à l'Autorité suprême dont elle est revêtue et que par suite il était une attestation du haut ministère de Paix que Dieu a confié au Chef de l'Église catholique.

L'histoire montre que les Papes ont toujours rempli avec sollicitude un semblable ministère et le Souverain Pontife actuel a été heureux de ce que, dès le début de son pontificat, il lui a été donné une occasion de l'exercer, en accueillant la demande de faire présider par l'un de ses représentants le Conseil arbitral auquel trois Républiques américaines, dans l'intention bien arrêtée d'éviter la guerre, voulaient soumettre leurs contestations réciproques.

Il est donc facile de comprendre avec quel intérêt le Saint-Père suit les efforts de la *Société internationale de la Paix* et le vif désir qu'il éprouve de les voir couronnés par un heureux succès. L'assurance de cet intérêt et de ce désir peut venir en aide au très noble zèle dont vous êtes animé, ainsi que vos collègues : en conséquence, je suis fort heureux de vous la donner nette et formelle. L'Auguste Pontife y joint aussi le vœu que l'on apprécie à sa juste valeur l'importance de l'idée émise par vous : qu'il convient de prévenir et d'empêcher la guerre plutôt que de se borner à en diminuer les horreurs quand il n'est plus possible de l'éviter.


En portant à votre connaissance les excellents sentiments avec lesquels Sa Sainteté est heureuse de répondre à la démarche courtoise des délégués au *XV^e Congrès universel de la Paix*, je saisis avec plaisir l'occasion de me déclarer, avec une profonde estime, votre très dévoué.

CARDINAL MERRY DEL VAL.

Rome, 3 novembre 1906.

C'est à la suite de cette réponse du Souverain Pontife et pour se conformer aux indications qu'elle renferme qu'un groupe de catholiques a résolu d'adhérer à la Société Gratry, et de publier « l'appel aux catholiques » dont on trouvera le texte sur le verso de la couverture du présent bulletin.

A. VANDERPOL.



COUP D'ŒIL SUR LE MOUVEMENT PACIFISTE

Un trop grand nombre de personnes ignorent totalement le mouvement pacifiste. Mais elles considèrent la question de la paix entre les nations comme une de ces questions sur lesquelles on peut avoir une opinion sans les avoir étudiées. « La paix universelle, le désarmement, chacun sait que ce sont là chimères et utopies. » Leur raisonnement s'arrête à cette affirmation.

Dans des revues spéciales les pacifistes ont maintes fois réfutées ces affirmations et démontré avec précision et rigueur que l'utopie est du côté opposé. Maintes fois ils ont exposé et déterminé le problème. La discussion est toujours à recommencer par la faute de ceux qui n'ont pas suivi le raisonnement.

Au risque de subir le sort commun je voudrais dans ce nouvel organe, spécialement consacré aux milieux catholiques, reprendre la question par le commencement, énoncer à nouveau le problème, montrer le chemin qui a été parcouru vers la solution.

Le mouvement pacifiste a traversé trois périodes distinctes : une première période que l'on pourrait appeler avec raison la période utopiste et poétique, la période des aspirations plus ou moins vagues, fondées soit sur un idéalisme naturel, soit sur des convictions religieuses ayant leur fondement dans les principes évangéliques et jusque dans l'Ancien Testament, dans les prophéties d'Isaïe et de Michée. Cette période de confusion, d'idées imprécises chez un petit nombre, fut cependant la période de création de l'idée pacifiste. Elle a duré de longs siècles pendant lesquels les conflits entre nations se sont vidés sur les champs de bataille.

La seconde période est la période de la recherche des moyens de réaliser l'idée et de la faire entrer dans le domaine pratique. C'est aussi la période des systèmes et des discussions entre les pacifistes eux-mêmes.

Elle commence avec les projets d'Henri IV, les traités de l'abbé de St-Pierre et de Kant pour finir aux économistes du siècle dernier, aux partisans de l'arbitrage. On pourrait l'appeler la période économique du pacifisme en ce sens qu'elle fut marquée par l'accession des économistes aux aspirations purement idéalistes de la première période. C'est au nom de l'économie politique qu'ils combattirent la guerre. Elle a été surtout caractérisée par la position nette du problème, par l'étude des difficultés.

Enfin, depuis quelques années, il semble que le mouvement pacifiste est entré dans la période de réalisation et dans la période scien-

tifique. Elle est caractérisée par la méthode et par l'esprit de méthode avec lesquels le problème est abordé.

Le problème d'abord est celui-ci : améliorer les relations des nations entre elles en vue de diminuer les conflits et les occasions de guerre, résoudre les conflits pacifiquement et réduire à un minimum raisonnable les armements et les charges navales et militaires.

La méthode consiste à développer le Droit International, à constituer ce droit sur le modèle du droit public ou privé en vigueur dans l'intérieur de chaque État et à créer entre les nations des rapports et des liens juridiques ou fédéraux *analogues* à ceux qui régissent la confédération des États-Unis, la confédération suisse, ou la confédération allemande.

Je dis analogues et non identiques. Il est évident en effet que certains détails de la Constitution des États-Unis par exemple ne sauraient convenir à la Fédération européenne, à fortiori à la Fédération Générale. Mais il est non moins évident que c'est sur ce modèle que doivent se développer les liens internationaux. Quoiqu'en disent des observateurs qui se complaisent à noter en psychologie et en politique les différences entre les collectivités et les individus, il y a des analogies profondes que le langage courant traduit par des expressions comme celles-ci : *l'alliance Franco-Russe, l'entente cordiale, l'antipathie Anglo-Allemande* etc. etc....

Enfin la propagande s'est ressentie de l'esprit scientifique. Ce qu'on s'est efforcé de créer avant tout c'est la généralité et la continuité de l'action.

Depuis l'année 1889 il ne s'est pas écoulé une seule année sans un congrès universel des Sociétés de la Paix. Ces congrès ont pour ainsi dire parcouru le monde civilisé dans son entier. Si on tient compte des séances de l'Union interparlementaire et de celles des congrès nationaux il n'y a pas de grande ville, de centre important qui n'ait été, depuis cette date, le théâtre de manifestations pacifistes importantes.

Paris, Londres, Vienne, Buda-Pesth, Rome, Milan, Bruxelles, Glasgow, St.-Louis, New-York, Chicago, Boston, Berne, Turin, Rouen, Lille, Lucerne, Monaco, Anvers, Hambourg etc. etc... ont été successivement le théâtre de ces assises du pacifisme. Munich et Berlin vont l'être prochainement à leur tour.

L'œuvre de ces réunions a été sans doute de propager l'idée mais surtout de la préciser. Les premiers congrès en particulier se sont occupés avant tout de formuler les principes qui doivent être mis à la base des relations internationales. (1)

Concurremment se fondaient une série d'institutions destinées à compléter l'œuvre discontinue des congrès et des conférences. Je ne cite ici que les plus importantes : le Bureau international permanent de la Paix siégeant à Berne destiné à être le lien entre toutes les sociétés ayant la paix pour objectif ; la Délégation permanente des Sociétés françaises destinée à compléter en France l'action du Bureau de Berne ; l'Institut In-

(1) Nous publierons prochainement ces principes.

International de la Paix de Monaco dont le but est de publier des documents sur la Paix et la guerre; la Conciliation internationale; le Groupe de l'arbitrage dans le Parlement français; la Fondation de l'Internationalisme de la Haye etc, etc...

Par ce rapide exposé on voit que le Pacifisme existe, que la question est posée devant le public et que rien ne saurait désormais empêcher nos efforts d'aboutir à une solution. La conférence de La Haye formée des délégués (au nombre de 250) de 47 états, en continuant et perfectionnant l'œuvre commencée en 1899, ne saurait résoudre définitivement le problème. Elle exige au contraire de la part du public et en particulier des catholiques qui ne peuvent se désintéresser de la question, un effort nouveau vers le mieux.

L. PICHOT

Prés. de l'Inst. Intern. de la Paix.

Sociétés de la Paix. — Il existe en France environ 300 groupements participant au mouvement pacifiste. Quelques Sociétés comptent jusqu'à 5000 membres. Les principales d'entre elles sont :

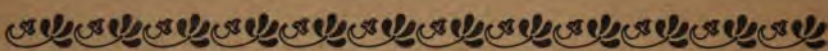
La Société française d'arbitrage entre nations, dont le président est M. F. PASSY; fondée en 1867, elle a 7 sections en province et publie une Revue Mensuelle, *la Revue de la Paix*; *La ligue Internationale de la Paix et de la Liberté* fondée également en 1867 a pour président M. ÉMILE ARNAUD; elle compte 18 sections; le Journal *Les États unis d'Europe* paraît particulièrement refléter ses idées; *La Paix par le Droit*, dont le président est M. TH. RUYSSSEN, publie une très intéressante revue qui porte son nom; elle compte 17 sections en province; *La Société chrétienne des Amis de la Paix*, dirigée par M. le pasteur ALLEGRET, comprend 14 sections et a comme organe une revue mensuelle, *l'Universel*. *La Société de l'Éducation pacifique* fondée en 1901 compte 41 groupes adhérents.

L'Almanach de la Paix (publié par *la Paix par le Droit*), *le Bulletin de la Paix et de l'Arbitrage*, *la Paix par les Femmes*, *le Pacifiste* et quelques autres publications coopèrent en France à la diffusion des idées pacifistes.

En Allemagne, on compte également d'importants groupements analogues; le plus considérable, le *Deutsche Friedens gesellschaft*, présidé par le Dr RICHTER, compte 87 groupements locaux. — (N. de la R.)

Congrès de la Paix. — On sait que le prochain congrès international de la Paix aura lieu au mois de septembre à Munich. Lorsque ce lieu de réunion fut choisi, l'année dernière, pendant le Congrès de Milan, le ministre des affaires étrangères de Bavière s'empressa d'envoyer à M. QUINDE qui l'en avait informé, l'assurance « que la réception du Congrès de la Paix en 1907, lui serait un devoir très agréable ». Nous ne saurions trop conseiller à ceux des membres de notre Société qui le pourraient, d'y assister, c'est un excellent moyen de se rendre compte de la nature et de l'importance du mouvement pacifiste. — (N. de la R.)

Conférence interparlementaire — En 1889, à la suite du premier Congrès de la Paix, une réunion d'une centaine de membres des Assemblées législatives de l'Europe eut lieu à Paris. Depuis cette époque la Conférence a tenu 14 sessions : environ 1000 députés appartenant à 14 parlements divers, y ont adhéré : elle poursuit parallèlement aux Congrès de la Paix la réalisation du programme pacifiste. Un Conseil interparlementaire de l'Arbitrage international, remplit à son égard le même office que le Bureau International de Berne à l'égard des Sociétés de la Paix. — (N. de la R.)



LES CHARGES DE LA PAIX ARMÉE

L'Europe entretient actuellement quatre millions d'hommes dans ses armées permanentes; en cas de guerre, elle peut en mettre sur pied environ vingt millions.

Les dépenses militaires correspondant à l'état de paix étaient en 1875, cinq ans après la funeste guerre franco-allemande, de 3 milliards $\frac{1}{2}$: elles sont successivement montées à 4 milliards $\frac{1}{2}$ en 1886, 6 milliards en 1897 et elles ont atteint 8 milliards en 1902 (1). On estime que les dépenses d'entretien des armées européennes sur pied de guerre atteindraient 45 milliards par an.

Un tiers des budgets français, allemand et russe est absorbé par les frais de la paix armée : mais ce chiffre est loin de représenter toutes les charges qu'entraîne la préparation de la guerre : il y a lieu, en effet, d'y ajouter l'intérêt de la partie de la dette publique correspondant aux propriétés immobilières, terrains, casernes, fortifications, affectées aux armées, et au matériel qu'elles renferment. On évalue à 35 milliards la valeur du domaine militaire et du matériel des armées européennes ; l'intérêt à 4 % de cette somme représente une dépense annuelle de 1.400 millions.

Il convient aussi de tenir compte de la perte en richesses non produites, qui résulte de la présence sous les drapeaux d'un nombre considérable d'hommes dans toute la force de l'âge.

Si l'on néglige ce dernier élément, mais si l'on remarque que les $\frac{3}{4}$ de la dette publique française — la plus forte qui existe : 30 milliards, soit un cinquième de la dette du monde — sont les conséquences des guerres passées, on constate que près des deux tiers de notre budget servent à payer les frais des guerres antérieures ou à préparer les guerres futures.

Notre pays est d'ailleurs, plus que tout autre, éprouvé par « l'impôt du sang ». Cela tient à ce qu'il est obligé de maintenir sous les armes un effectif aussi nombreux que celui des nations voisines, alors que sa population ne s'accroît pas ; il en résulte que, proportionnellement à sa population, la charge qu'il supporte va toujours en augmentant, tandis qu'elle reste constante dans d'autres pays.

Ainsi, en 1873, la France avait sous les drapeaux 500.000 hommes répartis entre l'armée de terre, la marine et l'armée coloniale : sa popu-

(1) Messimy, député de la Seine. *La Paix Armée*. — Girard et Brière, 16, rue Soufflot. — Paris 1903.

lation étant à cette époque de 35 millions d'hommes, il y avait alors 14 hommes sous les armes pour 1000 habitants. En 1902, elle comptait 700.000 hommes sous les drapeaux : mais comme pendant ces vingt-neuf années, la population n'avait augmenté que de 7 0/0, c'est-à-dire de 2 millions $\frac{1}{2}$ d'habitants, il y avait en 1902, 18 hommes, 2 sous les armes par 1000 habitants, soit 30 0/0 de plus qu'en 1873. En Allemagne, on comptait en 1873, 445.000 hommes sous les drapeaux, avec une population de 41 millions d'habitants, soit à peu près 11 hommes sous les armes pour 1000 habitants. En 1902, le nombre d'hommes sous les drapeaux s'élevaient à 621.000 : mais comme pendant ces 29 années, la population avait augmenté de 37 0/0 c'est-à-dire atteignait le chiffre de 56 millions d'habitants, la proportion des *hommes sous les armes* était restée la même.

*
* *

Mais, disent ingénument certaines personnes, les dépenses militaires ne sont pas perdues, puisque l'argent qu'on leur consacre ne sort pas du pays et qu'il procure du travail à quantité d'industries qu'un désarmement ruinerait.

« Cela revient en somme, répond M. Moch, (1) à dire qu'il est avantageux de mettre le feu à une maison, parce que l'on donne ainsi de l'ouvrage à l'industrie du bâtiment, et que suivant un proverbe connu : « Quand le bâtiment va, tout va.

« Sans doute, quand on brûle une maison, on fournit de l'ouvrage aux maçons, plâtriers, charpentiers, menuisiers, peintres, tapissiers, fumistes, électriciens et autres corps d'état qui la reconstruiront. Mais la communauté perd le travail, juste aussi productif pour ces hommes qu'ils auraient accompli en bâtissant des maisons pour ceux qui n'en ont pas ou en améliorant les maisons existantes. »

Si au lieu de recevoir de l'État des commandes de canons ou de cuirassés, nos usines métallurgiques recevaient des commandes de rails ou de locomotives, servant à établir de nouvelles voies ferrées et de nouveaux moyens de transports, elles feraient les mêmes bénéfices et leurs ouvriers toucheraient les mêmes salaires ; mais au lieu d'instruments de destruction, économiquement inutiles, la collectivité recevrait en échange de ce qu'elle donne des instruments producteurs de richesse et économiquement utiles.

On est étonné d'entendre souvent des gens instruits et parfois même possédant une certaine culture intellectuelle, répondre aux questions soulevées par les pacifistes, par des arguments qui s'effondrent dès qu'on les soumet à la plus élémentaire critique ou à la plus simple discussion. Il y a en cette matière, une quantité d'idées préconçues, de partis pris traditionnels, de banalités courantes, acceptées sans contrôle et répétées sans réflexion. Un « illustre » académicien n'a-t-il pas invo-

(1) G. Moch, ancien capitaine d'artillerie. *Ce que coûte la Paix Armée* — 1900. Bureau français de la Paix, 6, rue Favart. Paris.

qué contre les idées pacifistes cet argument tout au moins singulier : mais s'il n'y avait plus de guerres, plus d'armées, il n'y aurait plus de cavalerie et que deviendraient alors les éleveurs du Nivernais ?

Combien de personnes apprécient à sa juste valeur la perte économique résultant, soit pour l'individu, soit pour le pays, du temps passé sous les drapeaux par les soldats et les officiers ?

Le nombre des années de travail utile d'un homme n'excède pas en moyenne vingt ans ; si donc il consacre à l'armée deux ou trois années de sa vie, c'est 10 ou 15 0/0 du travail qu'il est capable de fournir durant son existence entière qui sont perdus tant pour lui que pour la collectivité.

Peut-être sera-t-il intéressant de rapprocher ces chiffres des chiffres suivants :

Les socialistes prétendent que les détenteurs du capital prélèvent, sur les fruits du travail, une part trop considérable ; or, si tous les bénéfices et intérêts actuellement attribués aux capitaux industriels étaient intégralement distribués aux ouvriers, l'augmentation des salaires qui en résulterait ne serait que de 12, au maximum de 15 0/0.

Il importe aussi d'insister sur le fait que nous avons plus haut démontré par des chiffres : les charges de la paix armée augmentent chaque année, de sorte que les budgets de paix tendent à se rapprocher des budgets de guerre.

Ainsi, en France, pour l'année 1906, les dépenses militaires de toute nature s'élèvent à 1.300 millions ; or, les dépenses militaires ordinaires et extraordinaires de l'année 1870 ne se sont élevées qu'à 1.547 millions et celles de 1871 à 1414 millions. Ce qui revient à dire que *nous dépensons aujourd'hui pour la Guerre et la Marine autant que si nous avions à soutenir tous les deux ans la guerre de 1870-71 et la lutte contre la Commune !*

*
* *

Parmi ceux qui se sont préoccupés des conséquences désastreuses d'une telle situation et qui ont cru devoir employer leur influence pour s'efforcer de la modifier, nous pouvons citer le Grand Pontife Léon XIII.

Dès l'année 1894, il adressait aux peuples et aux Princes de l'Univers une lettre apostolique de laquelle nous extrayons les passages suivants :

« Nous avons devant les yeux la situation de l'Europe. Depuis nombre d'années déjà, on vit dans une paix plus apparente que réelle. « Obsédés de mutuelles suspensions, presque tous les peuples poussent « à l'envi leurs préparatifs de guerre. L'adolescence, cet âge inconsidéré, est jetée, loin des conseils et de la direction paternelle, au milieu « des dangers de la vie militaire. La robuste jeunesse ravie aux travaux des champs, aux nobles études, au commerce, aux arts, est « vouée, pour de longues années, au métier des armes. De là d'énormes dépenses et l'épuisement du Trésor public ; de là, encore une « atteinte fatale portée à la richesse des nations, comme à la fortune

« privée ; et on en est au point que l'on ne peut porter plus longtemps
« les charges de cette paix armée. Serait-ce donc là l'état naturel de la
« Société ? Or, impossible de sortir de cette crise et d'entrer dans une
« ère de paix véritable, si ce n'est par l'intervention bienfaisante de
« Jésus-Christ. Car à réprimer l'ambition, la convoitise, l'esprit de ri-
« valité, ce triple foyer où s'allume d'ordinaire la guerre, rien ne sert
« mieux que les vertus chrétiennes et surtout la Justice. Veut-on que
« le droit des gens soit respecté et la religion des traités inviolable-
« ment gardée ? Veut-on que les liens de la fraternité soient resserrés
« et affermis ? Que tout le monde se persuade de cette vérité, que la
« Justice élève les nations. » (Prov. XIV. 34.)

Et après avoir rappelé qu'il avait récemment dans l'Encyclique *Rerum Novarum*, traité de la question sociale, en s'appuyant tout à la fois sur les principes de l'Évangile et de la raison naturelle, et invité les peuples et les Princes de l'Univers à considérer ce que peut l'Église en sa qualité de Mère et de Médiatrice des peuples et des gouvernements, le Pontife ajoutait :

« Pendant que Notre esprit s'attache à ces pensées, et que Notre
« cœur en appelle de tous ses vœux la réalisation, Nous voyons là-bas
« dans le lointain de l'avenir, se dérouler un nouvel ordre de choses.
« et Nous ne connaissons rien de plus doux que la contemplation des
« immenses bienfaits qui en seraient le résultat naturel. L'esprit peut
« à peine concevoir le souffle puissant qui saisirait toutes les nations,
« et les emporterait vers ces sommets de toute grandeur et de toute
« prospérité, alors que la paix et la tranquillité seraient bien assises,
« que les lettres seraient favorisées dans leur progrès, que parmi les agri-
« culteurs, les ouvriers, les industriels, il se fonderait sur les bases chré-
« tiennes, que Nous avons indiquées, de nouvelles sociétés capables de
« réprimer l'usure et d'élargir le champ des travaux utiles ».

A. VANDERPOL.

Chronique de la Paix

Le Congrès national de la Paix des Sociétés américaines

Le Congrès s'est ouvert à Carnegie-Hall, le 14 avril. La séance d'ouverture a été présidée par M. Andrew Carnegie qui a donné la parole à des orateurs considérables venus de tous les pays du monde. M. James Bryce, le nouvel ambassadeur de la grande Bretagne, M. d'Estournelles de Constant, M. le comte Apponyi, représentant de la Hongrie, etc.



STATUTS PROVISOIRES

ARTICLE PREMIER. — L'Association, dite SOCIÉTÉ GRATRY, se propose pour but l'institution entre les Nations de relations juridiques plus étroites et plus conformes aux préceptes de l'Évangile, de façon à maintenir autant que possible entre elles la concorde et la paix.

ART. II. — Pour atteindre ce but, la SOCIÉTÉ GRATRY compte agir auprès des pouvoirs publics et notamment des représentants élus des diverses nations par voie de pétitions, et auprès de l'opinion publique par des conférences et par la publication d'ouvrages de propagande, notamment d'un *Bulletin* qui lui servira d'organe.

ART. III. — La SOCIÉTÉ GRATRY comprend des *membres titulaires* et des *membres adhérents*. Les premiers souscrivent les présents statuts et payent une cotisation minima de 5 francs par an. Aux seconds, il n'est demandé qu'une simple adhésion au programme de la Société et une cotisation de 2 francs. Les uns et les autres reçoivent le *Bulletin*.

ART. IV. — NN. SS. les Évêques, qui voudront bien envoyer leur adhésion, recevront le titre de *membres d'honneur*. Le même titre pourra être décerné à des personnalités marquantes sur la proposition du Comité de direction. Les membres d'honneur sont dispensés de cotisation.

ART. V. — La Société est dirigée par un Comité de 20 membres, ayant son siège à Paris et recruté parmi les membres titulaires français. Ce Comité sera élu dès que le nombre des membres titulaires atteindra 200. Il sera renouvelable par quart tous les ans. Il choisira un *Secrétaire général* et un *Secrétaire adjoint* pour l'expédition de la correspondance et le service du *Bulletin*, et un *Trésorier* pour le service des cotisations et la comptabilité.

ART. VI. — Il sera tenu chaque année en mai ou juin, à Paris, une Assemblée générale des membres titulaires, dans laquelle : 1° il sera fait un rapport sur l'état moral et financier de la Société ; 2° il sera procédé aux élections ; 3° il pourra être pris les décisions que l'Assemblée jugerait utiles ; ces décisions devront être prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. VII. — Dans toute ville où il y aura au moins *trente* membres titulaires, ceux-ci se formeront en groupe local, dirigé par un comité de cinq membres, qui correspondra directement avec le Comité de Paris.

ART. VIII. — Toute modification aux présents statuts devra être soumise au préalable au Comité de direction, puis votée à la majorité des deux tiers par l'Assemblée générale.

Adresser les adhésions et les cotisations à
M. VANDERPOL, ingénieur, 40, rue Franklin, à LYON